

Violentes émeutes à Chlef

Dès 9h du matin, la ville de Chlef s'est transformée en un véritable champ de bataille : pneus brûlés, voitures saccagées. Des manifestants, la plupart des jeunes, ont exprimé leur ire contre les autorités locales de Chlef, à leur tête le wali.

Une masse humaine, déchaînée, excédée, a déferlé dans les principales artères de la ville : boulevard Ben-Badis, en passant par la direction régionale d'Algérie Télécom, le lycée Salem, jusqu'au nouveau siège de la daïra. Selon des

témoins oculaires, les protestataires ne maîtrisant plus leur colère et bravant la chaleur, ont saccagé véhicules, édifices et tout ce qu'ils trouvaient sur leur chemin.

Un important dispositif de sécurité a été installé pour endiguer le mouve-

ment de révolte qui nous renvoie à un certain 5 Octobre 1988.

Les forces anti-émeutes durent utiliser leur attirail : des bombes lacrymogènes contre les émeutiers qui ne décollaient pas en ripostant de plus belle.

Des camions «moustaches» arrosaient d'eau chaude la marée humaine.

La raison de cette violence : le procès pour diffamation intenté par le wali de Chlef contre Yakoubi, président du comité de quartier des préfabriqués construits après le séisme du 10 octobre 1980. M. Yakoubi, représentant des habitants de ces quartiers, revendiquait l'aide accordée par l'Etat à ces derniers.

Une indemnité évaluée à 100 millions de centimes par famille.

Une aide votée à l'APN il y a déjà une année mais qui, selon le comité, aurait été annulée par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Ce qui a provoqué le mécontentement des personnes concernées.

Des protestations pacifiques ont eu lieu il y a une semaine afin d'attirer l'attention des responsables



L'expression d'un ras-le-bol longtemps contenu.

Photo archives - Samir Siu

locaux, mais sans résultat. La goutte qui a fait déborder le vase, c'est la vue de l'important dispositif de sécurité mis en place hier, soit la veille du procès de Yakoubi.

Toutes les voies menant vers les principales rues de Chlef ainsi que le siège du tribunal ont été fermés à la population.

La provocation n'a pas laissé indifférents les Cheliffis qui ont répondu.

Ainsi, et selon des informations recueillies en fin d'après-midi, le bilan des dégâts est lourd. Plusieurs

voitures brûlées, le centre d'un opérateur de téléphonie mobile, la BEA, la poste, la daïra et d'autres bâtiments ont été saccagés par une jeunesse incontrôlable.

Des blessés, il y en a eu de part et d'autre. Quant au procès, il a été reporté au 11 mai prochain.

Le siège de la wilaya a été épargné puisque les brigades anti-émeutes appelées en renfort ont réussi à repousser les manifestants vers le boulevard Ben-Badis. La riposte

aurait gagné d'autres quartiers situés en dehors du centre-ville, comme haï Bensouna, nous dit-on.

La RN4 reliant Alger et Oran, à hauteur de l'université, et celle reliant Chlef et Ténès ont été bloquées par les émeutiers à l'aide de pneus brûlés et autres objets de fortune.

C'est aux environs de 17h que la ville retrouvera un calme précaire.

Pour beaucoup, la révolte des Cheliffis d'hier est à inscrire dans les annales de l'histoire.

N. Y.

SE CONSIDÉRANT

TOUJOURS COMME

PRÉSIDENT D'EL ISLAH

Abdallah Djaballah

appelle à l'organisation d'un congrès

Abdallah Djaballah refuse le fait accompli. Mieux, il campe sur ses positions et considère que la décision rendue le 22 avril dernier par le Conseil d'Etat est «sujette à toutes les interprétations». Autrement dit, il conclut que la décision de la justice le conforte, «jusqu'à preuve du contraire, comme le président du mouvement».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Hier, en animant une conférence de presse au siège de son parti, Abdallah Djaballah a procédé à une véritable plaidoirie dans l'affaire qui l'oppose à ses détracteurs, en l'occurrence ceux se réclamant de l'aile conduite par M. Boulahyia.

Ainsi, il dira que si dans «la forme, le Conseil d'Etat a accepté le pourvoi en cassation, dans le fond, aucune décision n'a été rendue en faveur de l'autre partie». Face à cette situation, celui qui se proclame toujours le président du mouvement El Islah considère que seuls «les textes fondateurs du parti de 1999 sont à même de régler un problème interne au parti».

Abdallah Djaballah a longuement commenté les péripéties qu'a connues cette affaire en présentant les choses sur un plan purement politique. Selon lui, dans cette affaire, s'opposent deux approches. «La première, dont je me réclame et se réclament ceux qui plaident la démocratie, refuse de voir le parti se trouver dans le giron du pouvoir. L'autre partie est celle qui fait de la démocratie une simple apparence, dans le seul but d'arriver à satisfaire ses intérêts personnels et ceux des parties qui la sponsorisent. Certes, à moyen terme, les choses n'évoluent pas positivement en notre faveur et avec la complicité du pouvoir exécutif (ministère de l'Intérieur), mais à moyen et long terme, la bataille sera en notre faveur. En faveur des militants sincères, de ceux qui militent pour la démocratie», a indiqué Abdallah Djaballah sur un ton serein.

Le conférencier a profité de cette rencontre avec la presse pour étaler au grand jour «le complot orchestré contre son parti par le pouvoir exécutif représenté en la circonstance par le ministère de l'Intérieur». Il rappelle, à ce titre, tout le temps consacré pour traiter une affaire qui «relève d'un débat interne au mouvement». «Ils ont pris vingt-deux mois pour traiter cette affaire, alors que juridiquement, seul un mois suffisait pour que le Conseil d'Etat tranche. Pourquoi tout ce temps ? Tout simplement parce que la stratégie mise en place pour nous évincer n'était pas mise en marche», conclut Djaballah qui ajoute que «ce verdict travaille les intérêts du mouvement, puisque la décision du Conseil d'Etat n'évoque ni son président, ni ses membres fondateurs». «Par voie de conséquence, les structures du mouvement sont légitimes et le Madjliss Echoura se réunira prochainement pour décider de la date d'un congrès conformément aux statuts du parti et à son règlement intérieur», a ajouté le conférencier.

Pour rappel, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales avait tranché définitivement dans l'affaire du mouvement intégriste El Islah de Djaballah. Le département de Zerhouni avait donné gain de cause au «mouvement de redressement» au détriment de l'ex-candidat à la présidentielle de 2004.

A. B.

LA DÉMOCRATIE EN DÉBAT À EL-AURASSI

La société civile vue par Belkhadem

Parlement, société civile et démocratie. Voici une relation complexe et fondamentalement politique que parlementaires, experts et universitaires ont tenté d'analyser hier à l'occasion d'un séminaire international à l'hôtel El-Aurassi. Le chef du gouvernement, Abdelaziz Belkhadem, à qui est revenu d'y commettre l'acte inaugural solennel, circonscrit, par un choix délibéré, l'importance de la société civile à son comportement en phase électorale.

Sofiane Aït Ilfils - Alger (Le Soir) - Incontestablement, le chef du gouvernement comprend la société civile sous un angle politiquement intéressé.

«Nous sommes conscients de l'importance de la société civile dans notre pays. Nous avons également observé le rôle crucial qu'elle a joué dans la présidentielle passée, en exprimant sa ferme volonté de voir achever l'application du programme du président de la République», a-t-il déclaré, trahissant, du coup, son immédiate préoccupation à maintenir la suggestion de ce que le peuple prie le président à renouveler son bail à El-Mouradia.

Comme éprouvant de la difficulté à s'épanouir, plutôt à s'affranchir de ce que les successives abs-

essentielles. D'abord, la prédominance de la technocratie dans l'élaboration des textes législatifs, diminuant ainsi du rôle du Parlement et de celui des parlementaires réduits au seul effort de débat. Ensuite, l'augmentation des législations extérieures qui nécessitent une adaptation adéquate.

Enfin, l'affaiblissement des relations entre les électeurs et les élus et l'anéantissement de tout lien entre les deux parties après les élections.

Le chef du gouvernement a loué, par ailleurs, le rôle des ONG dans la vie de la société internationale.

Belkhadem a trouvé, sur cette question précise, un franc contradictoire en la personne de la députée Louisa Hanoune.

Cette dernière, fidèle à ses interventions fleuve, a mis de la voix à vilipender les organisations non gouvernementales en ce qu'elles prétendent de plus en plus à s'impliquer dans la gouvernance. Selon elle, ce modèle de démocratie participative est dangereux. La responsable du Parti des tra-

vailleurs (PT) abhorre la prédominance de la technocratie dans son concept défini par l'Occident.

Une bonne gouvernance qui, faut-il le noter, se préoccupe d'intégrer les ONG dans l'OIT et l'OMC.

Louisa Hanoune, qui innova par le passé en faisant signer aux candidats de son parti aux législatives des contrats de fidélité, a avoué préférer la démocratie au mandat.

Autrement dit, le respect du mandat en termes de durée mais aussi dans ce qu'il renferme comme engagements électoraux.

Chercheur à l'université de Rome et consultant auprès d'un gouverneur régional, Riccardo Troisi a reconnu que la notion de la société civile reste un débat ouvert dans toutes les sociétés et que les définitions diffèrent d'une société à une autre.

Selon lui, les effets de la mondialisation ont généré la crise de l'Etat-nation.

Il est rejoint dans ce concept par Amine Cheriet qui, lui, a considéré que la mondialisation a influé sur le Parlement traditionnel.

S. A. I.